



CNSS

58 milliards FCFA de prestations sociales en 2019

Au cours d'un échange avec la presse le 3 mars à Brazzaville, le directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), Evariste Ondongo, a déclaré qu'en dépit d'un léger retard, la CNSS a payé toutes les prestations sociales et les quatre trimestres de pensions de l'année 2019 pour un coût annuel de 58 milliards FCFA.

À la date d'aujourd'hui, a-t-il précisé, l'établissement ne doit aucun trimestre de pensions aux retraités, ni aucune prestation sociale aux autres assurés. Selon lui, l'accentuation de la crise a ralenti considérablement l'activité économique nécessaire au bon fonctionnement de la CNSS.

Page 4



Le directeur général de la CNSS avec son staff

POOL

Les enseignants de Mindouli remontés contre les « ex-ninjas »

Le personnel enseignant de Mindouli dans le département du Pool a publié le 29 février une pétition dans laquelle il a promis d'aller en grève si la tutelle ne prend pas des décisions qui s'imposent suite au comportement des ex-miliciens ninjas.

Ces derniers ont molesté le vendredi 28 février le surveillant gé-

néral du collège de la localité au motif qu'il avait rappelé à l'ordre l'un des fils de l'ancien chef rebelle Frédéric Bintsamou, alias pasteur Ntouni, qui avait bravé l'interdiction des autorités locales de ne pas voir un élève franchir la cour d'un établissement scolaire sur une motocyclette.

Page 5

AFRIQUE CENTRALE

Les acteurs invités à se mobiliser pour le marché financier unifié

À l'occasion de la journée du marché financier organisée, le 3 mars à Brazzaville par la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf) en partenariat avec le ministère congolais des finances, sur le thème : « Enjeux, défis du marché financier unifié de l'Afrique centrale », les intervenants ont appelé les acteurs sous-régionaux à renforcer le nouveau marché financier unifié. « Cette journée constitue une étape majeure dans le processus de mobilisation des forces économiques de la Cémac autour des préoccupations liées notamment à la consolidation et au développement du marché financier ainsi qu'aux voies et moyens devant lui permettre de jouer pleinement son rôle d'accompagner le développement économique sous-régional », a déclaré le président de la Cosumaf, Nagoum Yamassoum.

Page 6

EDUCATION

Le financement des examens d'Etat préoccupe les parents d'élèves



L'échange entre l'Apeec et le ministre Collinet Makosso des opérations préparatoires aux examens d'Etat.

L'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) souhaite que le gouvernement mette tout en œuvre pour que les fonds destinés à l'organisation des examens d'Etat soient disponibles dans les délais.

« Nous craignons qu'il y ait un glissement au niveau des dates

déjà fixées pour les examens d'Etat », a indiqué le président de l'Apeec, Christian Grégoire Epouma, au sortir d'une séance de travail le 2 mars avec le ministre en charge de l'Enseignement primaire et secondaire, Anatole Collinet Makosso, qui a assuré ses interlocuteurs de la bonne tenue

Page 5

ÉDITORIAL

Oyo encore !

Page 2

ÉDITORIAL

Oyo encore !

Dans quelques jours se tiendra à Oyo un nouveau Sommet consacré à la recherche d'une issue pacifique au conflit qui dévaste la Libye depuis près de dix ans. Invités par le président du Comité de haut niveau de l'Union africaine pour la Libye, Denis Sassou N'Gusso, plusieurs chefs d'Etat et personnalités de la sphère africaine échangeront sur les voies et moyens qu'il convient de suivre, de déployer pour réconcilier les frères ennemis que l'assassinat, en 2011, de Mouammar Kadhafi a dressé les uns contre les autres provoquant l'un des pires crises humaines de ce début de millénaire.

S'il est bien trop tôt pour imaginer ce qu'il sortira des échanges d'idées et de projets qui auront lieu sur les berges de la rivière Alima où se situe la résidence du chef de l'Etat, il ne l'est pas pour souligner qu'Oyo s'impose progressivement comme l'un des lieux de l'Afrique en général, du Bassin du Congo en particulier, où les dirigeants aiment le plus se retrouver. N'est-ce pas là d'ailleurs, pour ne citer que cet exemple, que fut créé il y a deux ans le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo qui s'impose dès à présent comme l'une des institutions clés de la lutte pour la protection de la nature et contre le dérèglement climatique dans cette partie du monde ?

Ce à quoi nous assistons, en réalité, n'est pas autre chose que la mise en place progressive d'un haut lieu de rencontres, de recherches, de réflexions stratégiques sur l'avenir de l'Afrique et du monde vers lequel afflueront demain les dirigeants, les intellectuels, les experts de tous bords afin de débattre et d'échanger librement sur les grands problèmes qui se posent aujourd'hui à l'humanité. Un centre d'autant plus attirant qu'il est situé dans une région où la nature est intacte et dans une ville qui a été pourvue ces dernières années de tous les équipements nécessaires pour y loger et y travailler dans des conditions idéales.

Sans oublier, bien sûr, le Musée kiebe-kiebe de Ngolodoua où sont conservés des centaines d'objets rituels qui eux-mêmes participent à la préservation des traditions de cette partie du Congo. Un lieu magique vers lequel affluent désormais les visiteurs car il rappelle avec force notre attachement au passé dont nous sommes les héritiers et que nous comptons bien léguer intact aux nouvelles générations.

Les Dépêches de Brazzaville

SÉNAT

L'Usymco plaide pour une meilleure gestion des mairies

Au cours d'une séance de travail avec le bureau du Sénat conduit par son président, Pierre Ngolo, le 3 mars à Brazzaville, l'Union des syndicats des mairies du Congo (Usymco) a plaidé pour l'amélioration des conditions de vie des agents de toutes les mairies du pays.



Les deux parties lors de la rencontre

« Nous sommes venus rencontrer le bureau du Sénat pour lancer encore une fois notre cri du cœur sur la situation chaotique qui se vit dans les mairies », a déclaré Gaston Bouyanga, un des membres de la délégation.

Dans son plaidoyer, l'Usymco a présenté la situation sociale des travailleurs au niveau des six communes notamment Brazzaville qui accuse dix mois de salaires impayés, Pointe-Noire cinq, Dolisie trente-quatre, Nkayi trente-cinq, Ouesso trente-sept et Mossendjo trente-cinq.

Le même syndicat a dénoncé le principe de l'unicité des caisses qui est, selon cette structure, un frein au bon fonctionnement du système financier des collectivités locales. « Nous le disons parce que les produits des taxes et des impôts locaux alimentent les caisses du Trésor et assurent en priorité la trésorerie de l'Etat. Les collectivités locales elles-mêmes étant servies tardivement ou pas du tout », a souligné, Bertin Essami. Toujours selon ce syndicat, les sub-

ventions de l'Etat envers les collectivités locales sont détournées par les maires des communes ou sont quasiment nulles et ne répondent plus aux réalités des communes.

L'Usymco a aussi déploré la situation des agents retraités qui, depuis 2012, n'ont pas leurs pensions. D'après Bertin Essami, pour aider les mairies à bien répondre aux besoins des administrés, il faut un programme de renforcement des compétences dans les organisations municipales notamment les services de la fiscalité, la collecte des données sur le terrain, ainsi que l'envoi des comptes des taxes aux contribuables.

« L'Union des syndicats des mairies du Congo pense qu'il faut mettre en place des structures appropriées telles un système fiable de base des données, d'informatique pour la gestion des données sur la perception des taxes dans les communes. L'objectif de ce programme n'est pas de financer les mairies, mais de fournir des équipements et l'expertise nécessaires pour les aider à améliorer leurs revenus », a ajouté ce dernier.

Par ailleurs, il a rappelé au bureau du Sénat que l'Usymco avait proposé au gouvernement une série de réformes au niveau des mairies, entre autres, la nomination des directeurs de fiscalités, des finances municipales, des 2e fondés, des directeurs départementaux de Trésor et la mise en place d'une commission de trésorerie dans les six mairies représentant l'administration municipale dont les missions seront de veiller sur les versements des taxes, des impôts locaux recouvrés par les services de l'Etat.

Intervenant à son tour, le président du Sénat a d'abord salué l'initiative de l'Usymco, celle d'avoir fait recours à l'institution dans la résolution de cette situation. « Nous avons pris la mesure de la gravité de la situation et nous allons engager les démarches nécessaires afin qu'une solution soit trouvée. Un effort devra être fait. Permettez que nous rencontrions ceux qui gèrent ces dossiers. Essayons de nous faire confiance pour améliorer l'ensemble de la situation », a conclu Pierre Ngolo.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service), Jean Jacques Koubemba,
Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service),
Lopelle Mbooussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service), Rosalie Bindika, Merveille
Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de
service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat :
Immeuble Les Palmiers (à côté de la
Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani
Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Mildred Moukenga
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho,
Sylvie Adhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin
Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-
mbélé Ngono
Tél. : (+242) 06 895 06 64

+TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des
services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon
Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno
Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE
(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial
Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet
Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

IDÉOLOGIE POLITIQUE

Le PCT s'imprègne de la social-démocratie

Le séminaire de formation idéologique et méthodologique organisé, le 2 mars à Brazzaville, a permis aux membres du comité central du Parti congolais du travail (PCT) de se doter d'outils nécessaires à l'accomplissement des missions d'encadrement des organes centraux, intermédiaires et de base.

Parti d'idéologie marxiste-léniniste dès sa création, le PCT a décidé depuis son congrès de 2006, avant de le réaffirmer lors de son sixième congrès extraordinaire en 2011, de faire de la social-démocratie sa doctrine politique. En effet, initié par le secrétariat permanent du bureau politique, ce séminaire de renforcement des capacités managériales a porté sur trois thèmes. Il s'agit notamment de la social-démocratie, doctrine du Parti congolais du travail ; quelle social-démocratie pour le XXI^e siècle ? Défis et pistes de solutions dont l'infini inclusive et la Gestion axée sur les résultats (GAR). A cela s'ajoute la communication sur les statuts du PCT.

Selon le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, qui a présidé les travaux, ce séminaire est une opportunité à saisir pour s'imprégner davantage de la doctrine, des statuts ainsi que des outils modernes de gestion des organisations. Ainsi, la formation visait spécifiquement à maîtriser les connaissances idéologiques et économiques de base de la social-démocratie ; se familiariser avec la GAR sur les résultats ; prendre connaissances des statuts révisés du PCT.

Développant le premier thème, Jean Pierre Lekoba est, entre autres, revenu sur la social-démocratie qui est un courant politique de gauche qui accepte la démocratie pluraliste dans son idéal. Il s'ouvre à l'économie libérale, encourage l'initiative privée tout en reconnaissant le rôle régulateur de l'Etat pour



Une vue de la salle DR

concilier les intérêts du capital avec ceux du peuple travailleur. Le conférencier a, en effet, insisté sur les relations existant entre la base et les instances dirigeantes du parti. Il s'est aussi interrogé si le mode de fonctionnement du PCT ainsi que les pratiques de ses cadres sur le terrain politique étaient en résonance avec la nouvelle identité portée sur les fonts baptismaux depuis près de 14 ans. « La social-démocratie plus qu'une simple doctrine est

une culture politique. Nous avons choisi cette doctrine dans l'objectif de transformer la société, de faire avancer la Nation, d'ensemencer dans les cœurs de nos compatriotes le rêve d'un Congo différent... Il ne suffit pas de proclamer une doctrine et les principes qui la structurent pour changer les choses, il faut en plus lui donner un sens », a martelé Jean Pierre Lekoba, précisant qu'il ne suffisait pas d'afficher avec fierté son appartenance aux ins-

tances dirigeantes du parti mais de mériter de la confiance.

C'est ainsi qu'il a évoqué la notion d'écoute des populations selon leur lieu d'habitation afin de déboucher les urgences ignorées. Ce qui permettra, d'après lui, d'émettre des hypothèses de réponses, les partager avec les autres en instances locales ou départementales avant de les faire remonter à la direction politique. « L'enjeu ici, c'est la liaison entre la base, c'est-à-dire les réalités sociales localement identifiées, et le sommet qui est l'organe politique... La social-démocratie forte heureusement se nourrit de renouvellement critique de certitudes. Notre parti est appelé à devenir le lieu d'un engagement croisé, d'une dynamique des réponses négociées, des débats constructifs et équilibrés », a-t-il laissé entendre.

L'infini inclusive, une solution... ?

Le thème : « Quelle social-démocratie pour le XXI^e siècle ? Défis et pistes de solutions

dont l'infini inclusive », a été développé par l'économiste Daniel Ngassiki. Dans son exposé, il a rappelé que l'infini inclusive est le nom de la solution au problème de la richesse pour tous les citoyens. Sa mise en œuvre permettrait, a-t-il dit, au gouvernement de réaliser par la loi, la richesse pour tous les citoyens dès l'année prochaine, hors budget de l'Etat, sans dépenser les deniers publics, donc sans impôts supplémentaires ni dépenses sociales induites aux prodiges de la science, domaine finance. « En vérité, de même que les philosophes des lumières ont consacré les citoyens comme souverains primaires en politique, il conviendrait en économie et en finance de les consacrer de nos jours comme les propriétaires et actionnaires primaires de l'Etat dans le cadre d'un nouveau contrat social au XXI^e siècle ; conduisant à une souveraineté populaire de nouvelle génération avec effet financier pour tous », a conclu le membre du PCT.

Exposant sur la GAR, le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Baptiste Ondaye, a partagé avec l'assistance les principes et composantes de cet outil que le pays a expérimenté avant l'adoption de la nouvelle constitution en octobre 2015. S'agissant des cinq composantes de la GAR, il a cité le processus participatif et décentralisation, planification stratégique, les ressources humaines, le partenariat public-privé, le suivi-évaluation.

Parfait Wilfried Douniama

« La social-démocratie plus qu'une simple doctrine est une culture politique. Nous avons choisi cette doctrine dans l'objectif de transformer la société, de faire avancer la Nation, d'ensemencer dans les cœurs de nos compatriotes le rêve d'un Congo différent... Il ne suffit pas de proclamer une doctrine et les principes qui la structurent pour changer les choses, il faut en plus lui donner un sens »

KOUILOU

Le budget du conseil départemental fixé à plus de 5 milliards FCFA

Réuni le 28 février, sous la direction de son président, Alexandre Mabiala, le conseil départemental du Kouilou a retenu son budget exercice 2020 à la somme de 5.836.550.060 francs CFA.

Alexandre Mabiala a signifié que l'adoption du budget primitif du conseil départemental du Kouilou était le quitus donné au bureau exécutif, validant les prévisions des recettes et des dépenses de l'année 2020. Selon lui, ce budget consacre 3.487.405.083 francs CFA au fonctionnement de l'institution et 2.349.144.977 francs CFA à l'investissement.

« Pour le bureau exécutif, on peut dire, avec assurance, que les charges requises sont maîtrisées, et les dépenses programmées proportionnelles aux recettes prévues. Les projets à réaliser, dans les différents secteurs, sont désormais connus. Les ressources ont été ciblées et les mécanismes de leur recouvrement mis en place de façon rassurante. Le chemin est aujourd'hui tracé pour la mise en œuvre de notre programme annuel d'investissement, afin de répondre aux besoins des populations du Kouilou... », a-t-il déclaré.

Séverin Ibara



Les membres du conseil départemental du Kouilou à la clôture des travaux/Adiac

CNSS

58 milliards FCFA de prestations sociales en 2019

Le directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), Evariste Ondongo, a annoncé le 3 mars à Brazzaville que sa structure a versé les pensions et prestations sociales l'année écoulée pour un montant de cinquante-huit milliards de francs CFA.

« Nous avons payé toutes les prestations sociales et les quatre trimestres de pensions de l'année 2019 », a-t-il déclaré et de poursuivre : « A la date d'aujourd'hui, la CNSS ne doit aucun trimestre de pensions aux retraités, ni aucune prestation sociale aux autres assurés ».

S'agissant du retard du paiement des pensions, Evariste Ondongo a indiqué que cela était lié à la crise qui secoue le pays depuis quelques années avec pour conséquences les licenciements des agents et la fermeture de certaines entreprises.

« Il est vrai que nous avons depuis une dizaine d'années, en raison de bonnes perfor-

mances de l'économie nationale à cette époque, payé les pensions avant le terme échu. C'est peut-être cette faveur faite à nos assurés qui aujourd'hui se retourne contre nous », a-t-il expliqué.

Les cotisations sociales représentent 98% des ressources de la CNSS qui est un établissement public à caractère social doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

La CNSS, a estimé Evariste Ondongo, ne se porte pas trop mal même si elle connaît ces derniers temps quelques difficultés de trésorerie qui seront résorbées.

Il a, en outre, relevé que la construction des édifices de



« Nous avons payé toutes les prestations sociales et les quatre trimestres de pensions de l'année 2019 »

la CNSS dans les arrondissements s'inscrit dans le cadre de la politique de proximité de la caisse. « Les constructions ne grèvent nullement notre budget puisqu'elles sont prévues dans le plan d'actions et le budget. Il s'agit de la mise en œuvre de notre politique

de proximité », a-t-il précisé. La CNSS a la mission de gérer le régime de sécurité sociale des travailleurs régis par le code du travail. Elle assure les prestations en nature et en espèces, notamment les rentes et indemnités journalières en cas d'accident du travail

Le directeur général de la CNSS avec son staff ou maladie professionnelle, les prestations familiales, les pensions de retraités. De même, cette caisse opère le recouvrement des cotisations sociales afin de pouvoir assurer le service des prestations sociales.

Guillaume Ondzé

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

galeria CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpiila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

EDUCATION

L'Apeec préoccupée par le financement des examens d'Etat

Une délégation de l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) a échangé avec le ministre de l'Enseignement primaire secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, le 2 mars à Brazzaville, pour s'assurer que le gouvernement met tout en œuvre pour que les fonds d'organisation des examens d'Etat soient disponibles dans les délais.

« Nous craignons qu'il y ait un glissement au niveau des dates déjà fixées pour les examens », a indiqué le président de l'Apeec, Christian Grégoire Epouma, au sortir de la séance de travail avec le ministre Anatole Collinet Makosso. Avec le faible niveau de décaissement des fonds, il faut éviter la survenue d'une grève ouverte ou une grève perlée. Cette dernière est une succession concertée d'arrêts de travail de courte durée ou son ralentissement



L'échange entre les membres de l'Apeec et le ministre Collinet Makosso DR

« Nous craignons qu'il y ait un glissement au niveau des dates déjà fixées pour les examens »

pour affecter la production. C'est ce qui est souvent observé lors de la correction des examens d'Etat. Selon Christian Grégoire Epouma, à la date du 2 mars, les parents ont contribué à hauteur de 20% à travers les droits d'inscription.

Pour sa part, le ministre de l'Enseignement primaire secondaire et de l'alphabétisation a rassuré de la bonne tenue des opérations préparatoires aux examens d'Etat. Selon lui, le gouvernement qui fait des pieds et des mains pour moderniser le système éducatif congolais

fera de son mieux pour que tout soit prêt dans les délais afin que les examens se passent comme il se doit. Il a, en outre, salué l'initiative engagée par l'Apeec de prendre langue avec les animateurs des deux sous-secteurs de l'éducation (enseignement technique et enseignement général). « Cela prouve que vous accordez de l'importance à l'avenir de nos enfants », a indiqué Anatole Collinet Makosso en précisant que le gouvernement et ses partenaires travaillent d'arrache-pied pour l'éclosion d'une école moderne.

Rominique Makaya

POOL

Les enseignants de Mindouli remontés contre « les ninjas »

Le personnel enseignant de Mindouli dans le département du Pool a publié une pétition le samedi 29 février dans laquelle il a exprimé sa colère contre les miliciens ninjas et promis d'aller en grève si la tutelle ne prend pas des décisions qui s'imposent.

Selon des sources concordantes, la colère des enseignants est consécutive au fait que les miliciens ninjas ont molesté le vendredi 28 février le surveillant général du collège de la localité au motif qu'il avait rappelé à l'ordre l'un des fils de l'ancien rebelle Frédéric Bintsamou alias pasteur Ntouni qui avait bravé l'interdiction des autorités locales de ne pas voir un élève franchir la cour d'un établissement scolaire sur une motocyclette au risque de perturber les cours. A en croire la même source, l'élève ayant commis la faute n'a subi aucun supplice physique ni de la part de la force publique sollicitée pour la circonstance ni de la part des responsables de l'établissement scolaire. Il avait été purement et simplement verbalisé.

Par ailleurs, les miliciens ninjas ont poussé l'outrecuidance un peu plus loin en dévalisant le magasin où sont stockés les vivres destinés à la cantine scolaire. Cette situation est à l'origine de la mission du travail du ministre en charge de l'Enseignement primaire et secondaire, Anatole Collinet Makosso, et du représentant du Programme alimentaire mondial au Congo, Jean-Martin Bauer à Mindouli.

Notons que ces derniers temps, les miliciens ninjas brillent par des actes de vandalisme dans cette partie du pays. Les derniers faits en date sont le sabotage des installations électriques de la mairie de la localité et de l'usine de fabrication du ciment de Mindouli.

La Rédaction



DATE: 02/03/2020

APPELS A MANIFESTATIONS D'INTERET: No. N° 001/AAMI/HCR/SUP/BZV/2020

CONCERNANT A L'INVITATION AUX FOURNISSEURS DES SERVICES FINANCIERS A S'ENREGISTRER DANS LA BASE DE DONNEES DU HCR A BRAZZAVILLE

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 17 MARS 2020 A 17H

1. OBJET

Cet avis à manifestation d'intérêt (AAMI) a pour objet d'évaluer et d'identifier les fournisseurs de services financiers disponibles sur le marché local en vue de la mise en place d'un ou de plusieurs accords-cadres relatifs à la fourniture de services de transfert et de décaissement d'argent.

2. PARTICIPATION

Le présent appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux fournisseurs des services financiers (Banques, Microfinance, Poste etc) frappées d'aucune mesure d'exclusion judiciaire ou fiscale et exerçant sur le territoire de la République du Congo.

Les fournisseurs intéressés à participer au processus de cet AAMI sont invités à fournir les renseignements suivants :

- Présentation détaillée des services proposés en matière de transfert et de décaissement d'argent ;
- Description de la couverture géographique ;
- Conditions d'accès aux services proposés ;
- Expérience du fournisseur dans le domaine de la fourniture des services financiers ;
- Dossiers administratifs et agreement des autorités locales pour exercer cette activité ;
- Liste des services payants et services offerts ;
- Toutes autres informations jugées pertinentes pour le soumissionnaire.

N.B: Ce document n'est pas à interpréter, en aucune façon, comme une offre de contrat avec votre société.

4. DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT

Les soumissionnaires sont invités à soumettre toute demande de clarification par rapport à cet AAMI en envoyant un e-mail à l'adresse : cobbrsup@unhcr.org

5. Date limite et lieux de dépôt des dossiers de candidatures

Les dossiers d'appel à manifestation d'intérêt sous pli fermé et portant la mention " 001/AAMI/HCR/SUP/BZV/2020" doivent être déposés au plus tard le 17 mars 2020 à 17h au Bureau du HCR à Brazzaville, Avenue Cardinal Emile Biayénda ou alors envoyés par email à l'adresse : cobbrsup@unhcr.org.

Merci de votre intérêt.



GUINÉE BISSAU

Le nouveau gouvernement investi

Dix-neuf ministères, treize secrétariats d'Etat. Le gouvernement du Premier ministre, Nuno Gomès Nabiam, nommé par le président Umaro Sissoco Embaló, a prêté serment, le 2 mars, au palais présidentiel.

Le Premier ministre a présenté ses priorités : sécurité, éducation, services sociaux, même si aucun ministre n'a été nommé au portefeuille de la Santé. La Guinée Bissau a donc désormais deux gouvernements, malgré le communiqué de la Cédéao, dont la position dans ce bras de fer qui s'enlise pose question.

En effet, quelques jours avant, la Cédéao avait appelé à mettre fin à l'« anarchie dans le pays », et s'est dit inquiète de « l'immixtion des forces de défense et de sécurité dans la sphère politique ». L'organisation exprimait alors simplement sa « très grande préoccupation », et appelait à la « coopération » entre la Cour suprême et la Commission nationale des élections. Pour le porte-parole du gouvernement, Mamadu Serifo Djaquité, « La Cédéao est en train de faire ce qui est sous sa responsabilité. Et nous aussi nous sommes là pour pouvoir nous engager avec fermeté pour discuter avec la Cédéao d'une façon très claire ».

Yvette Reine Nzaba

AUDIT DU FICHER ÉLECTORAL

Les experts de la CEDEAO en mission à Conakry

Suite au report des élections législatives et du référendum constitutionnel, l'organisation sous-régionale a dépêché, le 3 mars, une délégation en Guinée afin de trouver une solution à la crise guinéenne.

L'opposition guinéenne a exprimé ses attentes vis-à-vis de la mission de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). « Si c'est pour simplement constater la nature du fichier électoral, ce ne serait pas une bonne chose. Nous savons que la délégation de la CEDEAO a ses propres termes de référence qui vont au-delà de la question du fichier. C'est la raison pour laquelle sa venue est une bonne chose pour débayer les voies permettant une sortie de crise solide et durable, y compris la question de l'abandon du projet constitutionnel », a-t-elle déclaré.

S'agissant de la confection d'un autre fichier électoral permettant de doter la Guinée d'un outil de manière définitive favorisant des élections transparentes et crédibles, l'opposition souhaite que « la délégation puisse contribuer à engager un dialogue constructif et responsable. C'est de cela que la Guinée a besoin ». « L'OIF qui est beaucoup plus habilitée dans le cadre des processus électoraux a rendu déjà un avis qui est sans équivoque sur la qualité et la nature du fichier. Je pense que la CEDEAO en aucune manière ne remettra en cause les conclusions de l'audit et des conclusions de l'OIF. On espère que la CEDEAO sera là donc pour engager un processus permettant, par le dialogue, d'avoir une sortie de crise solide et durable », a déclaré Bah Oury.

Composée de trois experts spécialisés en matière d'audit de fichier électoral, la mission de la CEDEAO va séjourner en Guinée jusqu'au 13 mars en vue d'aider la Commission électorale nationale indépendante.

Y.R.Nz.

AFRIQUE CENTRALE

Impulser la dynamique de la bourse unifiée BVMAC

La promotion de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) et du marché financier communautaire a été au cœur d'une rencontre, le 2 mars à Brazzaville, entre la ministre du Plan, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, et le président de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), Nagoum Yamassoum.

Le patron de la Cosumaf est en mission de travail dans la capitale congolaise, dans le cadre d'une rencontre dédiée au marché financier. L'objectif de l'activité, d'après Nagoum Yamassoum, est d'élargir les

« La rencontre vise à faire connaître le marché et ses opportunités et à le dynamiser. Il s'agit aussi d'inviter tous les acteurs (que ce soit les Etats ou les particuliers) à venir donner l'impulsion par leur engagement au marché financier, soit en prenant des actions, soit en intervenant davantage sur le marché des obligations »

marchés financiers de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, en vue d'assurer un meilleur accès aux liquidités pour les entités boursières.

Au cours des échanges, les deux personnalités ont évoqué les questions liées à l'état d'avancement des travaux relatifs à la fusion des deux bourses concurrentes de la zone Cémac, notamment la place Douala stock exchange DSX et la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale autrefois basée à Libreville.

« La rencontre vise à faire connaître le marché et ses opportunités et à le dynamiser. Il s'agit aussi d'inviter tous les acteurs (que ce soit les Etats ou les particuliers) à venir donner l'impulsion par leur engagement au marché financier, soit en prenant des



Nagoum Yamassoum s'adressant à la presse DR

actions, soit en intervenant davantage sur le marché des obligations », a indiqué le gendarme financier au sortir de la rencontre.

Celui-ci était accompagné du

directeur général de la BVMAC, Jean-Claude Ngbwa et du président de l'Association professionnelle des sociétés de bourse, Serge Yanic Nana. La délégation de la Cosumaf es-

père ainsi mobiliser les acteurs financiers congolais à pouvoir entrer à la bourse unique qu'est la BVMAC.

La BVMAC a été instituée en juillet 2019 après la fusion entre la DSX et la place de Libreville. Cette place boursière veut fédérer l'ensemble de la sous-région, y compris la Guinée équatoriale et la République centrafricaine dont les dossiers d'intégration sont en cours.

En janvier dernier, le groupe BGF Bank, dont une filiale est au Congo, a annoncé l'entrée à la bourse unifiée BVMAC. L'institution bancaire sera cotée en Bourse dès cette année 2020, prévoit son plan d'entreprise. Cette annonce va conduire la banque à ouvrir son capital de l'ordre de 20 % et à permettre également à ses collaborateurs de devenir des actionnaires.

Fiacre Kombo
et **Gloria Imelda Lossele**

Les acteurs financiers invités à se mobiliser

Dans le but de dynamiser le nouveau marché financier unifié d'Afrique centrale, les Etats ainsi que les particuliers notamment les banques sont invitées à apporter une impulsion via leurs engagements soit en prenant des actions ou en intervenant davantage sur le marché des obligations.

L'appel a été lancé à l'occasion de la journée du marché financier organisé le 3 mars à Kintélé, par la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), en collaboration avec le ministère des Finances de la République du Congo sur le thème : « Enjeux, défis du marché financier unifié de l'Afrique centrale. »

D'autres thèmes abordés ont porté sur la contribution du marché financier au programme des réformes économiques ; l'accélération du développement du marché financier de la Cémac ; le potentiel pour la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Cémac) ; l'émission des Sukuks, l'ancrage du développement durable en Cémac par l'essor et la finance verte ; etc. « Cette journée constitue une étape majeure dans le processus de mobilisation des forces économiques de la Cémac autour des préoccupations liées, notamment, à la consolidation et au développement du marché financier ainsi qu'aux voies et moyens devant lui permettre de jouer pleinement son rôle d'accompagner le développement économique sous régionale », a déclaré le président de la Cosumaf, Nagoum Yamassoum.

« Compte tenu du potentiel économique de la sous-région,



Le présidium des travaux à la journée du Marché financier de Brazzaville

le travail à faire demeure colossal pour réaliser un renforcement qualitatif des capacités des acteurs et intervenants du marché et un accroissement du nombre et du volume des opérations d'appel public à l'épargne aussi bien par les Etats que par les entreprises », a-t-il relevé.

Pour relever ces défis, la Cosumaf bénéficie de l'appui des partenaires au développement, à savoir la Banque mondiale et la Banque africaine de développement qui l'aident dans l'élaboration des textes relatifs à la finance verte et au financement participatif.

Présidant les travaux, en lieu et place de son homologue des Finances et du Budget, la ministre du Plan, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a indiqué

que cette réforme augure des jours meilleurs pour le redressement de nos finances publiques et de nos économies, puisqu'elle consolide les avantages d'un marché financier unique.

« Qu'il s'agisse des entreprises qui désirent financer leurs projets d'investissement, renforcer leurs fonds propres, diversifier leurs portefeuilles d'actifs, restructurer la géographie de leur capital, optimiser les opérations, le marché financier apporte des solutions diversifiées et pertinentes », a déclaré la ministre du Plan.

Rappelons que lors du sommet extraordinaire tenu à Yaoundé en fin 2016, les chefs d'Etat de la Cémac avaient adopté un ensemble de mesures orientées notamment vers la restaura-

tion des équilibres macro-économiques et la relance de la croissance. Parmi ces mesures figurait en bonne place celle visant à privilégier le recours au marché des capitaux pour le financement économique de la sous-région.

La résolution consistant à placer le marché financier de la Cémac au centre de la problématique du financement de l'économie est également intégrée dans la matrice des mesures préconisées dans le cadre du programme des réformes économiques et financières de ladite zone.

Cette orientation a été couronnée par la décision historique de la conférence des chefs d'Etats tenue en octobre 2017, à Ndjaména, sur la fusion des deux marchés financiers.

Lopelle Mboussa Gassia

AFRIQUE DE L'EST

Slow Food lance une académie sur l'agro-écologie

Slow Food est une organisation internationale qui lutte contre la disparition des traditions et cultures alimentaires locales.

Elle vient de lancer une académie sur l'agro-écologie en Afrique de l'est, dont l'initiative fait partie du projet « Développer les économies locales en Afrique de l'est par l'agro-écologie ».

Il s'agit de mettre en place des formations dédiées à l'agriculture bio. Il s'adresse à des jeunes agriculteurs, ouvriers agricoles et autochtones âgés de 18 à 35 ans. Les participants aux formations seront coachés sur l'agriculture écologique et biologique, l'éducation et la sensibilisation à l'agro-écologie et la philosophie d'une alimentation bonne, propre et équitable. Les formations se font au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et en RD Congo (RDC). C'est un projet de sensibilisation à l'éco-gastronomie et à l'alter-consommation à travers le renforcement, la diffusion des solutions agro-écologiques efficaces et rentables en vue de guider les producteurs et agriculteurs locaux vers un nouveau système.

Noël Ndong

CENTRAFRIQUE

Les anciens chefs d'Etat bénéficient d'un cadre de vie décent

L'Assemblée nationale vient d'adopter une loi portant sur le régime de pensions des anciens présidents de la République.



Le siège de l'Assemblée nationale

Cette loi est l'une des recommandations issues de l'accord politique signé le 6 février 2019. L'adoption de cette loi marque la volonté de la nation à mettre un terme à la précarité de vie des hauts dirigeants du pays après avoir quitté le pouvoir.

La loi qui offre désormais un cadre de vie décent aux anciens chefs d'Etat a été votée après une longue discussion houleuse marquée par des vocabulaires peu amicaux. « C'est une juste reconnaissance. Le gouvernement est avec le chef de l'Etat des responsables, des humains, des gens qui savent que la paix passe d'abord par la satisfaction de certains impératifs. Et ces impératifs, c'est de rendre à chacun sa dignité, et la dignité fait partie de notre devise. Un texte à haut risque effective-

ment. Donc nous sommes satisfaits », se réjouit le ministre de l'Administration du territoire, Augustin Yangana-Yahote.

Même si certaines dispositions de cette loi ne suscitaient pas l'approbation totale des élus de la nation, ils se sont prononcés favorablement pour le texte au nom de l'apaisement, affirment-ils.

Le texte encadrant le statut des anciens présidents de la République leur impose la neutralité. Celui qui manifeste le désir de revenir sur le devant de la scène politique en se portant candidat aux différents modes de scrutin, perdra tous les avantages qui lui sont accordés par le texte.

« Ce que nous avons déploré c'est que par certaines méthodes on aimerait chercher à disqualifier déjà certains candidats. On voit très bien le but

de la manœuvre : écarter François Bozize », a fait remarquer Bertin Béa, secrétaire général du parti KNK de l'ancien président François Bozizé.

Et d'ajouter : « Parce qu'on pose déjà des conditions, s'il veut être candidat il faut qu'il renonce à ses pensions. Il y sera prêt n'est-ce pas si c'est le prix à payer pour qu'il soit candidat pour défendre les couleurs de son parti et bien le parti sera mobilisé à ses côtés. Nous allons affronter la situation dans ces conditions-là ».

Cette loi prévoit notamment une pension pour les anciens présidents démocratiquement élus. Pour les anciens chefs d'Etat de transition, une allocation spéciale leur sera attribuée par décret pris au conseil des ministres.

Yvette Reine Nzaba

BAD

Bajabulile Tshabalala promue au poste de Première vice-présidente par intérim

Jusqu'à-là vice-présidente des finances et responsable financière du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), Tshabalala succède à Charles Boamah, admis à la retraite, après vingt-trois ans de service « exemplaire » au sein de l'institution.

Évoquant les contours de sa nomination, le président du Groupe de la BAD, Akinwumi Adesina, a déclaré que : « Mme Tshabalala a fait preuve de qualités remarquables de leadership de haut niveau. Elle apporte une perspective fortement axée sur l'obtention de résultats, une orientation particulièrement importante au moment où la Banque s'engage à exécuter ses programmes et à honorer ses engagements ». Et d'ajouter : « Je suis très ravi de nommer Mme Tshabalala au poste de Première vice-présidente par intérim, en cette période où la Banque gère la transition au sein de la haute direction, afin de garantir la stabilité et la continuité de ses activités et de ses opérations. »

Il est convaincu que Bajabulile Tshabalala s'acquittera efficacement de cette mission et qu'elle continuera « parallèlement à occuper le poste de vice-présidente des finances et responsable financière du Groupe de la Banque pendant cette période intérimaire ».

Signalons que c'est en août 2018 que la nouvelle promue a rejoint cette banque panafricaine. Le Groupe de la Banque africaine de développement est la première institution de financement du développement en Afrique. Elle comprend trois entités distinctes : la BAD, le Fonds africain de développement et le Fonds spécial du Nigeria .

Présente sur le terrain dans trente-et-un pays africains et dotée d'un bureau extérieur au Japon, la Banque contribue au développement économique et au progrès social de ses cinquante quatre Etats membres régionaux.

Y.R.Nz.

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

OSE!

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME CONTRE LE HARCELEMENT

DE 10H00 À 18H00
 OSE LA PHOTO!
 OSE LE BIO!
 OSE LE MAKE-UP!

PROGRAMME DE LA JOURNÉE
 10h00 : OSE LA LUTTE
 11h30 : OSE LA PAROLE
 13h00 : OSE LES PERCUSSIONS : TAM-TAM SANS FRONTIÈRES,
 14h00 : OSE LE FLASH-MOB
 14h30 : OSE LA SELF-DEFENSE
 14h30 : OSE LES BONNES POSTURES
 15h30 : OSE LA DIETÉTIQUE
 OSE ETRE UNE ARTISTE!
 17h00 : "IXAKENE" DE CAROLINA RAMIREZ (COLOMBIE)
 18h00 : CONCERT CAFET' AVEC LIZ ET LA PIE D'OR

SAMEDI 7 MARS
 À L'INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO
 À PARTIR DE 10H00

100% GRATUIT

Logos of sponsors: MTN, Orange, Air France, etc.

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 02 AU 08 MARS

MARDI 03 MARS
 18H30 CINE SPECIAL DANS LE CADRE DES 50 ANS DE L'OIF: LES INVISIBLES

MERCREDI 04 MARS
 18H00 THÉÂTRE : RESTITUTION ATELIER SE FROTTER A L'ECRITURE DE SONY LABOU TANSI
 19H00 MERCREDI A LA CAFET' : MWASSI MOYINDO

JEUDI 05 MARS
 19H00 ACROBATIE AERIENNE : IXAKENE DE CAROLINA RAMIREZ

VENDREDI 06 MARS
 19H00 DANSE : RESTITUTION ATELIER VERTEBRES FLOTTANTES

SAMEDI 07 MARS
 10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE ET RENCONTRES DE SCRABBLE)
 10H00 CELEBRATION : « OSE ! » JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME

SAMEDI 7 MARS
 À L'INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO
 DE 10H00 À 18H00

OSE!

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME CONTRE LE HARCELEMENT

GÉNÉRATION ÉGALITÉ

Journée du marché financier BRAZZAVILLE

200 PARTICIPANTS

3 MARS 2020 CENTRE INTERNATIONAL DE CONFÉRENCES DE KINTÉLÉ, BRAZZAVILLE

ENJEUX ET DÉFIS DU MARCHÉ FINANCIER UNIFIÉ D'AFRIQUE CENTRALE

6 PANELS
 RÉFORMES ÉCONOMIQUES
 FINANCE VERTE
 INVESTISSEMENTS LONGS
 SUKUKS
 GESTION COLLECTIVE (OPCVM)
 DYNAMISATION DE LA BOURSE

ORGANISATEURS
 CO
 MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET DU CONGO
 COMMISSION DE SURVEILLANCE DU MARCHÉ FINANCIER DE L'AFRIQUE CENTRALE
 COSUMAF

L'AMBASSADE DE CÔTE D'IVOIRE AU CONGO

Sous le haut parrainage des Premiers Ministres du Congo et de la Côte d'Ivoire

FORUM ECONOMIQUE-CULTUREL ET TOURISTIQUE CÔTE D'IVOIRE - CONGO

DU 18 AU 20 MARS 2020 A BRAZZAVILLE
 Hôtel Radisson Blu

1ère Edition

✓ **CONFÉRENCES-DEBATS** ✓ **SIGNATURES D'ACCORDS**
 ✓ **RENCONTRES B TO B** ✓ **DÎNER GALA**
 ✓ **EXPOSITIONS VENTES**

Infoline :
06 590 17 17
06 598 94 58

Logos: MTN, NSIA ASSURANCES, SAHAM Assurance, ragec, SONEC AFRICA, Air Côte d'Ivoire, ORCA, Radisson BLU, MAIRIE DE BRAZZAVILLE

IATA

HARIOM TRAVELS
 Agence de VOYAGES et de TOURISME

- Vente de Billets d'avion
- Assistance voyage
- Visas
- Reservation Hôtels
- Location de voitures

SÉJOUR TOURISTIQUE À DUBAI

POINTE NOIRE: Tél.: +242 05 555 55 79 - 04 485 09 09
 E-mail: salespnr@hariomtravels.net
 BRAZZAVILLE : Tél.: +242 05 302 67 86 - 04 431 03 50
 E-mail: salesbzbv@hariomtravels.net
 www.hariomtravels.net

Le monde est à vous

HARIOM TRAVELS
 Agence de Voyage & Tourisme

Visitez
 les pays de vos Rêves avec nous

Billet + Hôtel + Loisirs
 nous faisons de votre séjour une expérience inoubliable

Pointe-Noire (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 555 55 79 - 04 485 09 09 ✉ salespnr@hariomtravels.net
 Brazzaville (Rép. du Congo) ☎ + (242) 05 302 67 86 - 04 431 03 50 ✉ salesbzbv@hariomtravels.net
 www.hariomtravels.net

JOURNÉE AFRICAINE DE L'ENVIRONNEMENT

Les populations invitées à la citoyenneté écologique

La Journée africaine de l'environnement est célébrée chaque 4 mars. A cette occasion, le gouvernement de la République a rendu public une déclaration lue par la ministre de tutelle, Arlette Soudan-Nonault, le 3 mars, invitant les populations à la citoyenneté écologique afin de protéger le secteur.

Cette journée, a indiqué la ministre du Tourisme et de l'Environnement, coïncide avec la commémoration de la mémoire d'une très grande femme qui a laissé son empreinte sur la cause environnementale, à savoir : Wangari Muta Maathai, citoyenne de nationalité kenyane, Prix Nobel de la Paix. Elle a marqué sa génération par sa passion pour la nature, la plantation des arbres, la création d'une ceinture verte et la lutte contre les érosions. C'est un modèle de militantisme rare sur le continent africain, et qui mérite d'être suivi.

« La journée que nous célébrons aujourd'hui vise à conscientiser les populations africaines sur les problèmes spécifiques que connaît notre continent et sur la nécessité de préserver nos écosystèmes et notre environnement pour notre propre bien et pour celui des générations futures. L'environnement, qui représente l'un des trois piliers du développement durable de nos États, doit être au centre de nos vies », a déclaré Arlette Soudan-Nonault.

Depuis l'adoption en 1968 de la convention africaine sur la

conservation de la nature et des ressources naturelles, les problèmes environnementaux du continent n'ont pas changé. A la protection de la nature et des ressources naturelles, s'ajoute celle de la préservation de la couche d'ozone détériorée au fil des années par la croissante industrialisation des pays du nord. Nombreux sont donc les défis environnementaux que le continent doit relever.

Il s'agit en premier lieu de la sauvegarde du Bassin du Congo. Vaste massif forestier d'environ 230 millions d'hectares, le Bassin du Congo est la seconde forêt tropicale au monde en termes de surface après l'Amazonie. C'est l'une des plus grandes réserves biologiques de la planète.

« Les forêts du Bassin du Congo contribuent à l'amélioration de la qualité de l'air que nous respirons, jouent un rôle déterminant dans le ralentissement du réchauffement climatique en stockant et séquestrant du carbone et contribuent à l'écosystème des populations riveraines. Bien que le taux de déforestation que connaît notre pays soit l'un des plus faibles du

monde, notre forêt n'en est pas moins menacée du fait de son exploitation par une population en forte croissance. Cette disparition provoque des émissions de gaz à effet de serre, avec des répercussions sur le changement climatique mondial. Il est donc de notre devoir de les protéger et il en va de même pour ce gigantesque puits de carbone que sont les tourbières, à la fois trésor national et, si nous n'y prenons garde, gigantesque bombe à retardement pour l'humanité », a poursuivi la ministre.

Promouvoir un écotourisme de vision

La mise en œuvre du programme de gouvernement du Président de la République, chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, « La marche vers le développement », dont les grands axes portent sur l'industrialisation et la modernisation du Congo, doit donc être sous-tendue par une gestion durable de l'environnement, pour garantir la santé des populations, l'assainissement des villes, la conservation et la gestion durable des ressources naturelles, l'atténuation des pollutions sur l'air, l'eau



La ministre du Tourisme et de l'environnement/Adiac

et le sol congolais.

L'aménagement des parcs nationaux et la promotion du partenariat entre l'État et les fondations ou les sociétés privées devraient permettre de promouvoir un écotourisme de vision, qui sans nul doute, contribuera de manière substantielle à l'accroissement de la richesse nationale. De même, l'approche participative impliquant les autorités et les populations locales, le secteur privé et la société civile doit accentuer l'éducation des populations, particulièrement à la citoyenneté écologique, afin d'accroître leur niveau de conscience concernant la protection de l'environnement.

A ce sujet, la récente publication d'un sondage réalisé au Congo par un institut américano-sud-africain et intitulé « Africain Youth Survey 2020 » est un motif d'encourage-

ment. Effectuée auprès des jeunes de 18 à 24 ans, il démontre que 62% des jeunes congolais interrogés se disent directement concernés par la défense de l'environnement et que 74% d'entre eux sont préoccupés par les risques de braconnage, de trafic des animaux sauvages et d'atteinte à la biodiversité. Parmi les quatorze pays africains où ce sondage a été effectué, la jeunesse congolaise figure dans le peloton de tête de ceux où elle jouit du plus haut taux de conscience écologique. « Ces résultats encourageants sont le fruit du travail pédagogique inlassable mené depuis des décennies par le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso. Et ils sont pour nous tous une injonction à faire toujours plus et mieux pour la préservation de notre cher pays », a-t-elle conclu.

Bruno Okokana

ESPÈCES HUMAINES

Une vieille lignée humaine «fantôme» exhumée de l'ADN de populations africaines

Autant les Européens portent l'héritage génétique de l'Homme de Néandertal, quatre populations d'Afrique de l'Ouest étudiées conservent aussi des gènes archaïques. Mais il s'agit d'une ancienne espèce humaine inconnue.

On sait que l'Homosapiens est apparu pour la première fois en Afrique il y a environ 300.000 ans, avant de quitter son berceau pour explorer le monde. Ainsi il croisera d'autres espèces humaines comme l'Homme de Néandertal en Europe ou l'Homme de Denisova en Asie.

Les populations européennes gardent des traces de la rencontre entre Homo sapiens et Homo neanderthalensis dans leur génome. Et les populations d'Asie et d'Océanie portent dans leur gène l'héritage de l'Homme de Denisova. Qu'en est-il pour les populations africaines ? En effet, les contributions génétiques d'ancienne espèce humaine sont mal comprises. Une publication parue dans Science Advances a passé au crible le génome de quatre populations africaines et y a décelé les traces d'un hominidé archaïque. Mais, celui-ci est totalement inconnu.

L'analyse nucléotidique de 405 personnes a révélé que quatre populations d'Afrique de l'Ouest - les Yorubas et les Esan du Nigeria, les Mende de Sierra-Leone et les habitants de la province occidentale du Gabon - détiennent entre 2 et 19 % de leur ascendance génétique d'une population archaïque.

Pour les scientifiques, la présence des fragments d'ADN ancestraux pourrait être expliqué par un métissage génétique ancestral entre Homo sapiens et un autre membre de l'espèce humaine. Appelé « introgression », ce phénomène génétique est visible dans le génome des populations modernes.

Selon l'analyse scientifique, cette nouvelle espèce aurait formé sa propre branche de l'arbre phylogénétique de l'Homme vers 650.000 ans avant notre ère, près de 100.000 ans avant l'Homme de Néandertal. La rencontre entre cette espèce «fantôme» et Homo sapiens se serait faite il y a 43.000 ans. Et on n'en sait pas beaucoup plus. « Nous ne savons pas où cette population a vécu, ni si elle correspond à des fossiles connus ni comment elle a disparu », a déclaré Sriram Sankararaman, chercheur en génétique humaine à l'université de Californie.

Noël Ndong

SPORT DU TRAVAIL

Les étudiants de l'INJS édifiés sur la gouvernance de la fédération

Les étudiants de l'Institut national de la jeunesse et des sports (INJS) viennent d'être édifiés sur la gouvernance d'une fédération sportive nationale, à l'issue d'une formation initiée par la Fédération congolaise du sport du travail (FCST).

Ce stage qui a débuté le 13 janvier a regroupé dix étudiants de première année à l'INJS, option conseiller sportif. Ces derniers ont échangé pendant plus d'un mois sur la gouvernance d'une fédération sportive nationale cas de la FCST. Durant leur formation, la FCST a insisté sur la gestion administrative, technique et financière d'une fédération sportive nationale.

« Nous avons acquis de nouvelles connaissances et compétences. Celles-ci nous seront fort précieuses pour la réalisation de nos activités professionnelles dans les années à venir. Ainsi le temps va vite, l'attention et l'intérêt que vous avez voulu nous témoigner, n'ont pas été perdus. Ils nous ont donné l'envie de persévérer dans ce domaine pour lequel vous en avez le plus grand respect. Nous possédons désormais une expérience du terrain qui nous donne les pistes pour les améliorer », a reconnu Yannick Ngoma, l'un des étudiants.

L'Injs par le biais de son représentant a salué la contribution de la FCST dans la formation de ces étudiants. Modestin Mienandi a souligné que la formation est un processus permanent pour le renouvellement de la



Photo de famille des stagiaires et les responsables de la FCST/Adiac

connaissance. Robert Jean Raphael Massamba-Débat a assuré à l'Injs la disponibilité à collaborer pour l'intérêt des deux structures. Le président de la FCST a estimé que travailler avec les étudiants était une expérience inédite sur laquelle la fédération va tirer des leçons dans son fonctionnement.

« Nous sommes persuadés que les moments que nous avons passés ensemble et qui étaient enrichissants pour nous pour comprendre les difficultés des uns, encourager les autres à aller plus loin et mieux. Nous pensons que vous serez les fidèles représentants de demain. Si vous avez, la connaissance donc les instruments de gestion des situations, vous allez les gérer au mieux

», a précisé Robert Jean Raphael Massamba Débat le 2 mars au terme du stage.

« Vous êtes ceux qui vont modeler le monde du travail et du sport qui est votre spécialité pour y apporter l'âme humaine qu'il faut et la compétence... Quel spécialiste de sport serez-vous pour les sportifs ? Quel spécialiste de sport serez-vous pour les structures sportives dans lesquelles vous allez - travailler ? Quel type de spécialiste ou d'expert en sport serez-vous auprès des responsables hiérarchiques auprès de qui vous allez apporter votre expertise ou votre soutien. Ce sont donc toutes ces attentes qui sont celles de la fédération », a-t-il dit.

James Golden Eloué

AVIS DE RECRUTEMENT

Le groupe Yannick recherche :

- un agent de sécurité ;
- un conducteur de Véhicule ;
- Et un comptable.

Adresse : 2549 avenue Charles de Foucault,
Quartier Cq31 en face de l'hôtel Marina.

Tel : 06 402 81 81.

NECROLOGIE

Thomas Makéla et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, les décès de Cécile Elisabeth Makéla et de Yves Aurélien Makéla (notre photo), survenus les 14 et 22 février 2020 à Brazzaville.



Les deuils se tiennent au quartier Madibou à Makélékélé, après le pont du Djoué.

Date de l'inhumation : mercredi 4 mars 2020 au cimetière Samba-Alphonse.

Thomas Makéla et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de son épouse, Lovely Berlande Louvouandou, survenu le 29 février à Brazzaville.



Le deuil se tient au n°75, rue Alexandrie à Bacongo (croisement avec l'avenue des 5 chemins).

L'inhumation aura lieu ultérieurement.

IN MEMORIAM

4 mars 2018 - 4 mars 2020

Voici deux années jour pour jour que tu nous quittais : Letembet Ippet Gérard

Le vide que tu as laissé témoigne de l'importance de ce que tu étais pour la famille.

Nous ne t'oublierons jamais

En cette date de triste anniversaire, les frères, sœurs et enfants prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Des messes seront dites à :
La Cathédrale (06 h 30 mn) :

- Mercredi 04 Mars 2020
- Jeudi : 5 mars 2020
- Vendredi : 6 mars 2020
- Samedi : 7 mars 2020
- Dimanche : 8 mars 2020

Gérard !!!!

Dors en paix, dans ton sommeil éternel



Sylvia Addhas, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Babingui et Mobio ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès tragique de leur nièce, enfant et petite-fille, survenu le 25 février 2020 suite à une noyade.



La veillée mortuaire se tient au N° 13 de la rue Owassa quartier Makabandilou, arrêt de bus Marché.

La date d'inhumation est prévue pour le vendredi.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



COOPÉRATION

La RDC renoue avec Israël

Après près d'une vingtaine d'années de léthargie marquée par l'absence d'une représentation diplomatique à Tel-Aviv, la RDC est déterminée à corriger cette erreur de l'histoire en œuvrant, cette fois-ci, pour le resserrement des liens étroits avec l'Etat d'Israël.

Le discours prononcé le dimanche 1er mars par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, à la conférence annuelle du Comité des affaires publiques israélo-américaines (AIPAC) pose les prémices du réchauffement diplomatique entre la République démocratique du Congo (RDC) et Israël qui ont tout à gagner dans cette nouvelle approche diplomatique. Un discours d'ouverture essentiellement dirigé vers le puissant lobby juif-américain envers qui la RDC affiche, d'ores et déjà, sa disponibilité à coopérer véritablement. « *L'expérience et le savoir-faire d'Israël dans les domaines de l'agriculture, des sciences et technologies ont tout leur place dans mon pays (...)* », a indiqué le chef de l'Etat congolais. La RDC et l'Etat d'Israël, a-t-il soutenu, ont de bonnes raisons de coopérer au regard

notamment « *d'énormes domaines de convergence* » et

« *d'intérêts sur le plan sécuritaire, économique, culturelle et scientifique* » qu'ils ont en commun. L'objectif étant d'amener Israël « *à accroître sa présence diplomatique et économique en RDC* » via une coopération mutuellement avantageuse touchant les secteurs précités. Une synergie de lutte efficace contre le financement du terrorisme et le blanchiment des capitaux ainsi que la lutte contre la cybercriminalité est donc à envisager pour l'intérêt des deux peuples.

En vue de consolider les liens israélo-congolais, Félix-Antoine Tshisekedi a annoncé la nomination d'un ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de l'Etat d'Israël et la création d'une section économique animée par un personnel de haut niveau



Félix Tshisekedi posant avec Howard Kohr, le Directeur Général de l'AIPAC

ayant pour mission de promouvoir les relations économiques entre les deux Etats. Dans la foulée, il a fait part de son intention d'effectuer une visite en Israël au courant de cette année, laquelle visite sera précédée par l'arrivée imminente en RDC du Grand Rabbin Albert Guigui chargé de sceller cette reprise du par-

tenariat israélo-congolais au plan spirituel.

Embrayant sur ce registre diplomatique, Félix Tshisekedi s'est dit favorable au Plan de paix initié par Donald Trump en faveur du retour à une paix durable et à la coexistence pacifique entre l'Etat hébreu et la Palestine. Pour rappel, ce plan de sortie de crise pro-

pose un effort international de cinquante milliards de dollars pour permettre le développement de la Palestine. Il en résulte que les Israéliens conserveraient Jérusalem comme capitale indivisible, tandis que les Palestiniens établiraient la leur sur une fraction de Jérusalem-est.

Alain Diasso

COMMUNAUTÉ D'AFRIQUE DE L'EST

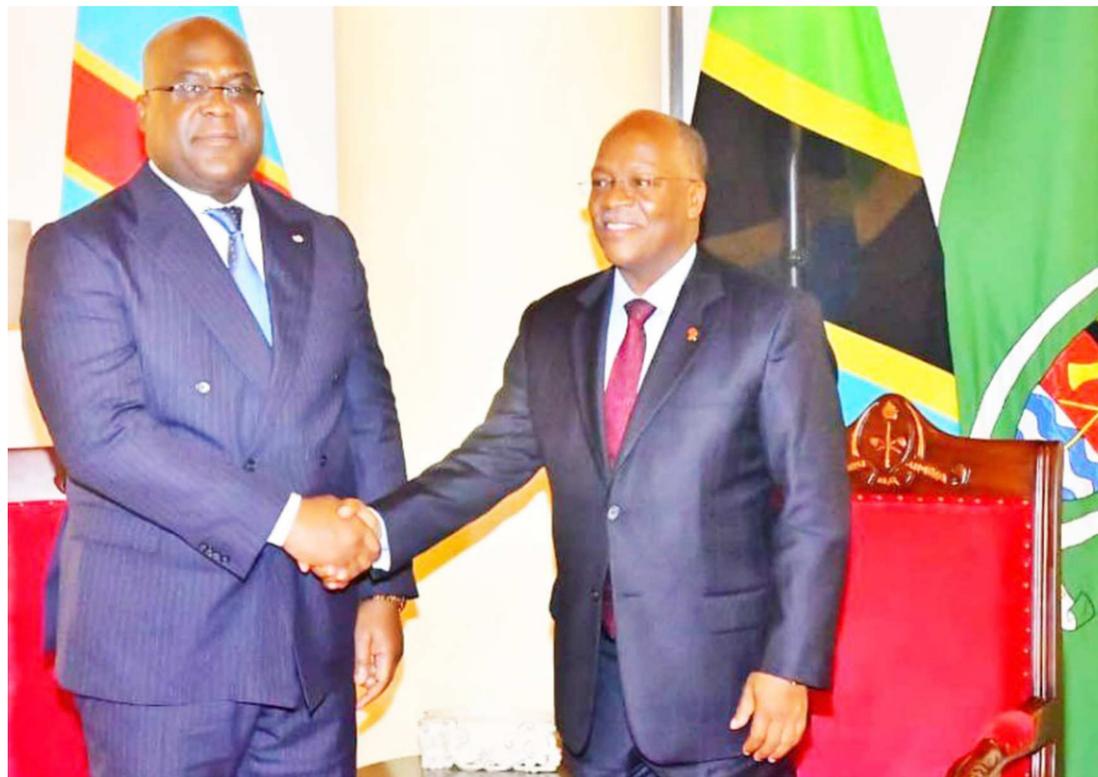
L'examen de la candidature de la RDC lors du prochain sommet

Déjà reporté à plusieurs reprises, le sommet de la communauté d'Afrique de l'Est (CAE) devait se tenir le 29 février à Dar es Salaam, en Tanzanie. Mais l'événement a de nouveau été reporté pour permettre au Soudan du Sud de conclure la formation du nouveau gouvernement de transition.

Le Burundais Libérat Mfumukeko, secrétaire général de la CAE, au cours d'une interview accordée à nation.co.ke, a indiqué:

« *La question sera à l'ordre du jour du prochain sommet. Les États membres examineront la demande et suivront les mêmes procédures que celles observées lors de l'admission du Rwanda, du Burundi et du Soudan du Sud. L'avis de nos États partenaires sur cette question est encore inconnu.* »

Pour ce dernier, l'intérêt de la RDC de rejoindre la CAE est une victoire pour la région.



Le président de la RDC, Félix Tshisekedi, et celui de la Tanzanie, John Magufuli

« *La RDC est l'un des pays les plus riches du monde, avec de vastes gisements minéraux et une météo clémente. C'est aussi un grand marché de biens et de services. S'ils rejoignent la CAE, ils viendraient avec leur vaste territoire, leur grand marché et leurs ressources naturelles* », a-t-il pour-

suivi. Et d'ajouter que « *la RDC rejoindrait également la CAE avec ses problèmes. En tant que l'un de nos pays membres. Ce serait à nous de les aider à résoudre leurs conflits. Nos programmes de paix et de sécurité s'appliqueraient à eux* ». En termes d'échanges, la RDC représente environ 6% des exportations totales des pays de la

CAE car elle dépend en partie des ports de Mombasa et Dar es Salaam pour ses importations. Dans sa partie est, la RDC partage ses frontières avec le Soudan du Sud, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie

Croissance des échanges commerciaux

Le 8 juin 2019, le président Félix

Tshisekedi avait adressé une correspondance à l'attention de son homologue rwandais Paul Kagamé, président en exercice de la CAE, afin que son pays devienne le septième État membre de l'organisation sous-régionale. Cette requête, indique la lettre de Félix Tshisekedi, « *fait suite aux échanges commerciaux qui ne cessent de croître entre les opérateurs économiques de la République démocratique du Congo et ceux des États de la susdite communauté* ». Le président congolais a mené une offensive diplomatique au sein de la CAE depuis qu'il a pris ses fonctions en janvier 2019. Au cours des trois premiers mois de sa présidence, il s'est rendu au Kenya, au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie.

En mai 2019, l'ancien Premier ministre du Kenya, Raila Odinga, en tant qu'envoyé spécial de l'Union africaine pour les infrastructures et le développement, a rencontré, pour la quatrième fois en 2019, le président Tshisekedi lors de sa visite en RDC. L'envoyé de l'UA avait mené des démarches pour l'ouverture des frontières afin de relier les routes et d'autres infrastructures, de rétablir la stabilité et de dissuader les communautés de prendre les armes.

Patrick Ndungidi

« La RDC est l'un des pays les plus riches du monde, avec de vastes gisements minéraux et une météo clémente. C'est aussi un grand marché de biens et de services. S'ils rejoignent la CAE, ils viendraient avec leur vaste territoire, leur grand marché et leurs ressources naturelles »

RIPOSTE CONTRE LA ROUGEOLE

L'enveloppe de l'OMS et de ses partenaires se chiffre à plus de quatre millions USD

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan opérationnel pour les activités de riposte et de ratissage contre l'épidémie de la rougeole dans les cent vingt et une zones de santé prioritaires de la RDC, la contribution de l'OMS et ses partenaires tels que Echo, Initiative contre la rougeole et la rubéole ainsi que le Fonds humanitaire pour la RDC s'élève à quatre millions deux cent mille dollars américains.

Le chargé du Bureau de l'OMS en RDC, Amédée Prosper Djiguimé, a récemment livré cette information au cours d'une réunion de positionnement des partenaires présidée par le ministre de la Santé, Dr Eteni Longondo. Le coût total de ce plan développé par le ministère de la Santé pour une durée de trois mois est de six millions et demi de dollars américains (USD). Il vise à identifier et cibler les enfants non vaccinés pendant les récentes campagnes de vaccination contre la rougeole en fin d'année 2019. Amédée Prosper Djiguimé pense que pour éradiquer cette maladie qui constitue l'une des causes de mortalité infantile en RDC, il est capital que les interventions ciblées soient renforcées. «*Il est de*

notre devoir de continuer à renforcer les interventions ciblées, en vaccinant tous les enfants non ou insuffisamment vaccinés contre la rougeole», a-t-il signifié. Pour réussir ce ratissage, a indiqué le chargé du Bureau de l'OMS en RDC, dans les aires de santé ayant des populations migrantes et des communautés déplacées dans les régions d'accès difficile, nous devons agir maintenant avec détermination pour mobiliser des ressources supplémentaires et engager nos partenaires à renforcer leur solidarité avec les enfants de la RDC afin qu'ils soient vaccinés gratuitement et mieux protégés contre ces épidémies meurtrières de la rougeole. Le ministre de la Santé a salué la mobilisation des ressources par les partenaires tout en invitant d'autres



Le gouvernement et ses partenaires s'engagent à soutenir la vaccination

donateurs à «*emboîter les pas de l'OMS et de ses partenaires susmentionnés dans cet effort de coordination visant la mise en œuvre efficace du plan opérationnel trimestriel pour les activités de riposte et de ratissage*».

Parmi les objectifs spécifiques du plan opérationnel pour les activités de riposte

et de ratissage contre l'épidémie de la rougeole en RDC, on peut citer notamment: assurer la prise en charge médicale gratuite de tous les cas de rougeole reçus dans les formations sanitaires ; renforcer la surveillance épidémiologique de la rougeole au cas par cas dans

les zones ciblées. Il est à noter que cet appui financier porte à plus de huit millions de dollars américains mobilisés par l'OMS et ses partenaires depuis janvier 2019 afin de mettre un terme à cette épidémie potentiellement meurtrière en RDC.

Blandine Lusimana

AUTONOMISATION

Des albinos formés en techniques de préparation et vente des produits cosmétiques

La formation, fruit du partenariat entre la Fondation Vodacom, la Fondation Mwimba Texas (FMT) et l'association Femmes Missions solidaires (FMS), assurée par la présidente de la dernière structure, le Dr Régine Bitshoka, se tient au couvent des Frères Mont-Fortins de Saint-Gabriel, à Righini, dans la commune de Lemba.

Vingt-cinq albinos, membres de la FMT, participent depuis le 2 mars à la première session de formation en techniques de préparation et vente des produits cosmétiques. Pendant près de vingt jours, ce premier groupe de personnes vivant avec l'albinisme va suivre des enseignements sur la préparation et la vente des produits cosmétiques pour les peaux sensibles à base des éléments bio trouvables dans la flore congolaise. Ce projet, lancé par la Fondation Vodacom avec ses partenaires la FMT et FMS, vise l'autonomisation et l'auto-prise en charge des personnes issues des groupes vulnérables, leur intégration dans la société ainsi que l'amélioration de leurs conditions de vie et le développement durable. Sur le plan méthodologique, la formatrice, le Dr Régine Bitshoka, a indiqué que chaque jour, après des cours théoriques, les apprenants passent au laboratoire pour la pratique. «*A la fin de cette formation, chaque participant aura appris à*

fabriqué du savon, du lait de beauté et autres produits cosmétiques à base des ingrédients que l'on trouve dans la flore congolaise », a-t-elle assuré.

Des kits pour assurer le départ de chaque apprenant

Le projet prévoit, à la fin de la formation, la remise des kits à chaque apprenant afin de lui permettre de se lancer dans cette activité qu'il a apprise. Mais la Fondation Vodacom a également promis de suivre tous les bénéficiaires en vue de leur permettre de faire œuvre utile de cette formation. «*Cela sera comme si vous apprenez à quelqu'un à fabriquer les beignets et vous lui donnez la farine, de l'huile, du sucre, ainsi que tous les ingrédients pour monter son affaire* », a expliqué la présidente de la Fondation Vodacom, Viviane Mulenda, lors du lancement officiel de ce projet.

Après les techniques de fabrication et de vente des produits cosmétiques, la formation pré-



Des albinos suivant les explications du Dr Régine Bitshoka/Adiac

voit également des modules d'entrepreneuriat et de leadership. Mais également la Fondation Vodacom compte créer une application digitale virtuelle qui permettra à ceux qui auront appris ces techniques de fabrication et de vente des produits cosmétiques d'être reliés avec d'autres albinos pour faciliter, aux premiers, l'écoulement de leurs produits et aux seconds, l'achat de ces produits dont la qualité sera assurée. Après le premier groupe, vingt-

cinq autres albinos seront formés dans le cadre de cette formation. Le projet prévoit, après Kinshasa, d'autres sessions de formation dans les Kasai où l'on enregistre également une grande communauté d'albinos. Le président de la FMT, le catholique albinos Alphonse Mwimba Makiese Texas, a salué la magnanimité de la communauté des frères de Saint-Gabriel, qui a mis à la disposition du partenariat Fondation Vodacom-FMT, FMS, des installa-

tions répondant aux normes pour faire bénéficier aux albinos de cette formation. Il a remercié le provincial Luc Kulapa et les autres frères de cette communauté. «*Accepter d'accueillir cette formation dans leurs installations et l'accueil réservé à nous tous sur place prouvent qu'ils sont vraiment dans leur mission et qu'ils sont animés par l'esprit de Dieu* », a fait observer le président de la FMT.

Lucien Dianzenza

ADDUCTION D'EAU POTABLE À MBUJI-MAYI

Déo Nsunzu fait un gros plan sur le Prise

L'intervention du coordonnateur du Projet de renforcement des infrastructures socio-économiques (Prise), Déo Nsunzu, devant la presse a permis d'éclairer l'opinion sur la mise en œuvre du projet financé par la Banque africaine de développement et de balayer ainsi les allégations de mégestion qui ont circulé.

« Nous sommes l'un des rares des projets qui publient des propositions d'attributions, voire celles des entreprises qui ont échoué », a indiqué le coordonnateur, Déo Nsunzu, dans un entretien fin février avec la presse. Pour cet Ingénieur civil hydraulicien spécialiste en eau et assainissement, les fonds de ce projet sont gérés d'une manière responsable de commun accord avec les procédures de la Banque africaine de développement (BAD).

« Le projet Prise a un auditeur interne qui suit chaque jour ce qui est fait, au petit détail, dans le cadre de son fonctionnement. Et la BAD a instauré un système des audits annuels. Tout ce qui est fait est transmis et vérifié. Les entreprises sont sélectionnées par un appel d'offres international, qui n'exclut aucune entreprise », a insisté le coordonnateur de Prise, qui note n'avoir enregistré, jusqu'à ce jour, aucune plainte au niveau du projet qui est actif depuis 2014.

Insistant sur le respect des normes de la BAD au sein de ce projet, Déo Nsunzu a rappelé que Prise est un projet conçu pour le bien-être de la population. C'est, a-t-il ajouté, un projet du gouvernement pour lequel il a négocié le fi-

nancement avec son partenaire, la BAD. Ce projet a ses mécanismes de contrôle.

« A ce jour, nous avons atteint cinq audits internationaux dont la mission d'intégrité dépendant de la vice-présidence de la BAD », a-t-il insisté. Pour se rassurer du respect des mesures contraignantes par les entreprises commises aux différentes tâches, la rigueur pousse, par ailleurs, le coordonnateur Déo Nsunzu à effectuer des visites sur le terrain au lieu de se contenter des rapports sur papier.

Des travaux décalés pour cause des conflits dans le secteur

Selon Déo Nsunzu, la désinformation décriée a été soutenue par le sentiment de nuisance s'appuyant sur le décalage de début des travaux des mini-réseaux d'adduction d'eau potable enregistré lors des troubles dans la province du Kasai pendant la période des élections. « La désinformation est due aux travaux des mini-réseaux dans les deux provinces où les contrats ont été signés pour les trois des six lots à attribuer, pendant la période des élections. Les troubles enregistrés pendant cette période au centre du Kasai ont conduit l'entreprise, de commun accord



Déo Nsunzu/DR

avec le projet Prise et l'avis de la BAD, à faire un avenant correctif sur le délai de démarrage des travaux, qui a été reporté pour le 23 février 2019, après la prestation de serment. Et ce sont des travaux qui s'étalent sur une durée de 24 mois. A ce stade, les travaux sont en cours d'exécution et les mesures contraignantes sont appliquées pour permettre à l'entreprise d'accélérer les travaux et remettre les ouvrages dans le délai imparti », a expliqué l'ingénieur civil hydraulicien.

Un projet salué par la population

Prise est un projet de 158

millions de dollars américains répartis sur les composantes Développement infrastructures, Etudes et renforcement des capacités et la Gestion des projets. Il tourne autour de quinze ministères qui participent à son pilotage et sa mise en œuvre. Il s'agit notamment de la Santé, l'EPSP, l'Environnement, etc. Pour Mbuji-Mayi, ce projet prévoit la réalisation de soixante mini-réseaux d'adduction d'eau potable dont chacun devra desservir neuf à dix mille habitants.

Dans les réalisations de ce projet, il y a également, à côté des réseaux d'eau potable, des écoles, des espaces vie,

des centres multifonctionnels, des centres de santé, etc. dont l'objectif est de faciliter la vie à aux populations des cinq provinces issues des deux ex-provinces du Kasai (Kasai Oriental, Kasai, Sankuru, Lomami et Kasai central), en améliorant leur cadre de vie. Particulièrement pour la ville de Mbuji-Mayi, les travaux dont le début a été lancé par le Premier ministre Sylvestre Ilunkamba, avec la pose de la première pierre, vont atteindre plus de 70 % de la population pour un montant de près de 27 millions USD.

Soulignant la parfaite collaboration entre la population bénéficiaire et les réalisateurs des projets, Déo Nsunzu a rappelé que les ouvrages réalisés dans le cadre de Prise ont été sécurisés même pendant les périodes des troubles électoraux ou ceux liés à la milice Kamwina Nsapu où ces dits ouvrages ont été sécurisés mêmes par les miliciens. La position positive de la population par rapport au projet et ses réalisations a été également enregistrée lors de la pose de la première pierre des travaux des réseaux d'adduction d'eau par le chef du gouvernement ainsi que lors de la visite effectuée précédemment sur les différents sites par le ministre chargé de Développement durable, Guy Mikulu.

Lucien Dianzenza

LIVRES

Bob Bobutaka théorise sur la singularité de Léon Kengo dans les institutions congolaises

« Archives de droit, de politologie et de légistique - Tome 1. Théorisation sur Léon Kengo wa Dondo » est le dernier ouvrage publié par le Pr Bob Bobutaka Bateko de l'Institut supérieur de statistique de Kinshasa (ISS/Kin) et de l'Université de Kinshasa (Unikin).

C'est le dix-huitième livre de ce scientifique et auteur prolifique, un essai de 388 pages sorti le 25 février 2020 aux éditions Edilivre à Paris. Dans le résumé du livre, on peut lire ceci : « Construire un corpus théorique et conceptuel englobant le droit, la politologie, la légistique, l'archivologie, la bibliologie et la communicologie pour expliquer l'humanisation de la mémoire institutionnelle nationale est un exercice quelque peu rare. Ce faisant, de la gestion des sociétés, on enregistre les hommes et les femmes qui ont été au service de leurs pays, mais le cas de Léon Kengo wa Dondo semble être unique dans la mesure où il a œuvré, avec une longévité exceptionnelle dans les trois institutions républicaines... »

L'auteur parle ici d'une personnalité politique exceptionnelle de la République démocratique du Congo (RDC), Kengo Wa Dondo, qui est lui-même tout un focus de la vie politique congolaise. Déjà dans son livre « Congo-Kinshasa et Congo-Brazzaville. Développement, langue, musique, sport, politique et bibliologie » paru aux éditions Edilivre, le Pr Bob Bobutaka rendait hommage à Kengo Wa Dondo, alors président du Sénat en RDC, et à Pierre Ngolo du Congo Brazzaville. Pour lui, le président honoraire du Sénat du Congo Kinshasa est un fonds d'archives vivantes, ayant travaillé dans presque toutes les institutions publiques clés de la République démocratique du Congo. Et son dernier passage à la chambre



Le Pr Bob Bobutaka

haute du Parlement a été un modèle de gestion des institutions parlementaires. Ce dix-huitième livre du Pr Bob Bobutaka fait aussi mention du président Ismaïl Omar Ghelleh de la République de Djibouti.

Rappelons Bob Bobutaka a été l'un des quatre experts internationaux de l'Association « Mémoire et Développement » invités par le ministère des Affaires musulmanes, de la Culture et des Biens Waqfs du gouver-

nement de Djibouti pour mettre en place les archives et la Bibliothèque nationale de Djibouti. Ce travail a été dirigé par le conseiller technique du ministère des Affaires musulmanes, Mohamed Hussein Doualeh. Docteur en sciences de l'information et de la communication de l'UKIN et titulaire des diplômes supérieurs et universitaires en archivologie, bibliothéconomie et documentation, Bob Bobutaka est auteur de plusieurs livres et articles scientifiques sur la légistique publiés en France, en Allemagne, en Belgique et en RDC. Expert dans le domaine des archives, de la gouvernance administrative et de la communication institutionnelle, il a travaillé avec deux premiers ministres de la RDC, Antoine Gizenga et Aldolphe Muzito. Bob Bobutaka a aussi œuvré à la Banque mondiale, au Pnud, au Bureau des Nations unies aux droits de l'Homme et à la Mission de paix de Nations unies en RDC.

Martin Engimo

VIH-SIDA

La Fondation AVSI met fin au projet de prise en charge des enfants et adolescents infectés

La cérémonie officielle de clôture du projet a eu lieu, le 29 février, en présence de plusieurs autorités départementales ainsi que du représentant de l'ambassadeur chef de délégation de l'Union européenne au Congo, Karl Rewart, et du consul honoraire d'Italie, Domenico Giostra.

Le projet qui a duré quatre ans (1er mars 2016-29 février 2020) a été piloté par la Fondation AVSI, une ONG italienne, en partenariat avec l'ONG congolaise Avenir positif, dans l'objectif d'améliorer la qualité de vie des enfants et adolescents infectés par le VIH-sida et leurs familles dans la ville océane à travers la prise en charge médicale, psychosociale, économique, éducative et la mise en place des activités génératrices de revenus. Cette organisation a techniquement accompagné deux autres associations congolaises qui œuvrent dans la lutte contre le sida, à savoir Tayuwana, qui s'occupe des femmes séropositives, et le Club des jeunes à l'éducation sexuelle et à la santé.

Cofinancée par l'Union européenne (UE) à hauteur de 650 mille euros, la Fondation AVSI représentée par Caterina Cipriani a apporté son assistance à plus de 386 enfants et adolescents infectés. Elle s'est rejouie de l'expérience acquise au côté des enfants infectés. « Ce projet qui s'achève le 29 février ouvre la porte à un autre projet dont la rédaction est attendue. Nous avons travaillé ensemble pour apporter des solutions à un problème donné et nous avons dé-

couvert bien d'autres problèmes. Ceci étant, je pense que vous saurez, dans un avenir proche, grâce à la formation sur la gestion d'une subvention de l'UE tenue courant janvier 2020, rédiger des projets allant dans ce sens », a-t-elle indiqué.

Suzy Annick Makaya, présidente de l'ONG Avenir positif a souligné : « Le travail accompli par la Fondation AVSI et ses partenaires a permis d'atteindre les objectifs fixés, à savoir le renforcement des acteurs locaux et des organisations de la société civile, la formation sur la valeur de la vie et de la dignité humaine des personnes vivant avec le VIH. D'après elle, depuis septembre dernier, un adolescent est formé par le réseau africain « Grandir ensemble » afin de représenter le pays en tant qu'ambassadeur des enfants et adolescents vivant avec le sida. Un autre objectif



Une vue de la salle lors de la cérémonie de clôture du projet Adiac

atteint », a-t-elle poursuivi, n'est que le processus d'annonce du statut sérologique.

Karl Rewart, quant à lui, s'est dit satisfait du travail fait par AVSI. « L'appui au secteur de la santé

est une priorité commune du gouvernement congolais et des partenaires au développement. Elle trouve sa juste place dans les objectifs du développement durable que l'UE soutient à travers les différents suppléments », a-t-il souligné avant d'ajouter que son institution cofinance non seulement des projets de lutte contre le sida mais œuvre aussi à la lutte contre la tuberculose et le paludisme.

Charlem Léa Legnoki

«Le travail accompli par la Fondation AVSI et ses partenaires a permis d'atteindre les objectifs fixés, à savoir le renforcement des acteurs locaux et des organisations de la société civile, la formation sur la valeur de la vie et de la dignité humaine des personnes vivant avec le VIH. D'après elle, depuis septembre dernier, un adolescent est formé par le réseau africain « Grandir ensemble » afin de représenter le pays en tant qu'ambassadeur des enfants et adolescents vivant avec le sida.

Un autre objectif atteint »

LYCÉE DE MPAKA

Près de deux cents élèves sensibilisés à la sexualité

L'association congolaise pour le bien-être familial (AcbeF) a initié, le 29 février, en partenariat avec la société Chevron, des séances de sensibilisation sur l'éducation sexuelle à l'endroit des jeunes filles fréquentant le lycée de Mpaka, dans le 3^e arrondissement Ngoyo.

Le projet dénommé « Kenguila Mwana » a pour objectif de contribuer à l'amélioration des connaissances de la jeune fille sur les méthodes contraceptives modernes d'une part et à la réduction du taux de mortalité chez la femme enceinte ainsi que chez le nourrisson d'autre part. Au lycée de Mpaka, les membres de l'AcbeF ont animé pendant deux jours des focus avec les élèves dudit lycée afin d'échanger sur les nombreuses interrogations des jeunes filles, notamment sur les dangers de grossesses non désirées, les méthodes contraceptives modernes, les infections sexuellement transmissibles et le VIH-sida.

Face aux animateurs de l'AcbeF, les élèves ont posé



Les membres volontaires au lycée de Mpaka/credit photo Adiac

des questions liées au sujet exposé. Des réponses idoines ont été apportées par les membres de l'AcbeF qui ont éclairé avec des exemples courants et vécus la lanterne des élèves.

A la fin de la sensibilisation,

les élèves ont ainsi appris, entre autres, comment éviter une grossesse non désirée, quels sont les dangers des rapports sexuels non protégés, comment éviter les infections sexuellement transmissibles, etc. En re-

merciant l'AcbeF et son partenaire Chevron, les élèves ont souhaité que de telles initiatives aient lieu souvent à l'école pour les édifier. Cela leur permet de suivre leur scolarité sans problème.

Après le lycée de Mpaka, le

projet « Kenguila Mwana » sera déployé au lycée Victor-Augagneur, au lycée technique commercial, au CEG 30 mars et au CEG Moe Poaty. Des femmes enceintes seront également éclairées sur les dangers de la malnutrition maternelle et infantile sans oublier l'étude à mener sur l'identification des filles élèves enceintes dans les collèges et lycées de Pointe-Noire. Signalons qu'au Congo, d'après les statistiques officielles, la prévalence contraceptive reste très faible (20 %). Le taux de mortalité maternelle est estimé à quatre cent vingt-six décès pour cent mille naissances vivantes et le taux de mortalité infantile est de soixant-seize pour mille naissances vivantes.

Hervé Brice Mampouya

INCIVISME

Le CRER exhorte les jeunes à la réappropriation des valeurs morales

Le Cercle de réflexion énergie républicaine (CRER) a organisé, le 29 février, une conférence-débat sur le thème « Jeunesse et citoyenneté » animée par Olivier Bathéas Mollomb, auteur de l'ouvrage « Stop au gaspillage des jeunes » paru en 2017 aux Editions Cultures Croisées.

Face à la crise des valeurs morales et éthiques ainsi qu'à la montée de la violence et de la délinquance juvénile dues au déficit de la citoyenneté, le CRER a

d'être des citoyens modèles constitue l'un des chevaux de bataille du CRER soucieux du devenir des jeunes. « *La citoyenneté est l'attitude qui consiste dans la vie nationale de privilégier l'intérêt de la collectivité au détriment des siens propres, ce que l'on appelle communément l'intérêt général. Par ces éléments de civisme, il s'agit de permettre aux citoyens congolais d'intérioriser les informations qui lui permettent de prendre pleinement sa part dans le fonctionnement du pays qui est un bien commun* », a dit Richard Pouna, coordinateur général du CRER en ouvrant la conférence-débat.

Jeune congolais âgé de 29 ans, Olivier Bathéas Mollomb a développé ce thème en s'interrogeant d'emblée sur le rôle et la place des jeunes dans la société. Après un bref aperçu du rappel historique des diffé-



La photo famille à la fin de la conférence-débat « Jeunesse et citoyenneté » Crédit photo « Adiac »

rents faits ayant jalonné le Congo des indépendances à l'ère actuelle, le conférencier a dit que chaque époque a ses enjeux. Pour lui, trois questions se posent aujourd'hui à la jeunesse : De quoi voulons-nous hériter de nos aînés ? De quoi ne voulons-nous pas hériter de nos aînés ? Qu'est-ce que la République peut attendre de nous, jeunesse congolaise ?

La réponse à ces interrogations trouve son sens dans

la problématique « *La place et le rôle des jeunes dans la société congolaise* », a dit l'orateur en citant l'ex-président américain John Fitzgerald Kennedy, qui déclarait à son investiture : « *Ne vous demandez pas ce que l'Etat peut faire pour vous mais plutôt vous demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays.* » Pour Olivier Bathéas Mollomb, la jeunesse congolaise doit se battre pour elle-même car

les choses ne bougeront pas seules d'elles-mêmes. Cette jeunesse doit être éduquée car la scolarisation renforce la citoyenneté. « *Le CRER estime qu'il y a un lien entre la montée de la violence et la délinquance juvénile au pluriel dû au déficit de la citoyenneté. C'est par l'éducation à la citoyenneté que l'on répondra en partie à la montée de la violence et des incivilités* », a conclu Richard Pouna

Hervé Brice Mampouya

« Ne vous demandez pas ce que l'Etat peut faire pour vous mais plutôt vous demandez ce que vous pouvez faire pour votre pays. »

initié cette conférence-débat afin que les jeunes et les autres couches sociales échangent sur la thématique car l'énorme potentiel que représente la jeunesse est ignoré. La réappropriation des valeurs morales et éthiques par les jeunes afin

ASSOCIATION HENRI-CAPITANT

Eric Dibas-Franck nommé président du groupe Congo

La cérémonie de mise en place du comité local du groupe Congo de l'ONG Henri Capitant, implanté récemment à Brazzaville et dirigé désormais par Eric Dibas-Franck, s'est tenue sous le patronage d'Émilienne Raoul, présidente du Conseil économique, social et environnemental.

L'Association Henri Capitant-Congo a pour objectif d'établir un réseau de réflexion et de recherche entre des juristes universitaires et membres des différentes professions juridiques et judiciaires de toutes les nationalités résidant en République du Congo et attachés à la culture juridique française. Les membres de ce comité local sont admis à participer aux congrès internationaux et aux journées nationales organisées par l'association mère aussi bien en France que dans les différents Etats où sont constitués des comités locaux. En tant que président du comité local du groupe Congo, Eric Dibas-Franck a exprimé sa joie de pouvoir échanger amicalement avec des juristes de tous les

horizons qui ont du plaisir de se retrouver dans l'association Henri Capitant.

Quant à Émilienne Raoul, elle a salué la mémoire d'Henri Capitant, juriste de renom et fondateur de cette association. Pour elle, cette activité est le symbole du lien fort qui devrait rassembler le conseil et le groupe autour des questions de grandes importances et de constante actualité. « *Ce lien est double, c'est un lien d'intérêts réciproques qui doit se nourrir des convictions partagées. Ces convictions partagées, ce sont celles de recherches permanentes aux solutions à apporter tant sur les plans économique, social et environnemental* », a-t-elle dit.

Notons que l'association Henri Ca-



Eric Dibas-Franck posant avec la vice-présidente et le secrétaire général de l'Association Henri-Capitant crédit photo « DR »

pitant fondée en France en 1935 dont le siège est à Paris a des liens intellectuels et amicaux avec des groupes ou correspondants dans plus de cinquante-cinq pays. Elle

constitue aujourd'hui le premier réseau international de tradition civiliste. Cette activité a connu la présence de Mme Marie Goré, vice-présidente de l'Association

Henri Capitant, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II), et de Cyril Grimaldi, secrétaire général et professeur à l'université Paris 13.

Hugues Prosper Mabonzo

« Ce lien est double, c'est un lien d'intérêts réciproques qui doit se nourrir des convictions partagées. Ces convictions partagées, ce sont celles de recherches permanentes aux solutions à apporter tant sur les plans économique, social et environnemental »

CINÉMA

« Grave erreur 2 » en grande première le 14 mars

Après son avant-première en décembre dernier dans la ville océane du Congo, le film « Grave erreur 2 » se fera découvrir, en grande première nationale, le 14 mars à Brazzaville. Ecrite et réalisée par Richi Mbebele, l'œuvre fait suite à son premier volet sorti en 2015.

« Grave erreur 2 » est un film dans lequel le réalisateur congolais peint avec ironie les vices et les travers de la société d'aujourd'hui. Dans ce long-métrage, à mi-chemin entre la fiction et réalité où le drame ajoute un grain de sel à sa saveur, l'amour se mêle délicatement à la trahison et à la vengeance.

Pour Richi Mbebele, l'idée d'une suite de « Grave erreur » ne le frôlait pas l'esprit, au vu du tas de scénarios qu'il voulait réaliser. « Aujourd'hui, je remercie énormément toutes ces personnes qui m'ont motivé pour faire la suite du film qui, deux mois après son avant-première, a rafflé six prix

lors des Kamba's Awards », a-t-il évoqué.

Cette grande première est assez décisive pour le réalisateur congolais. En effet, lors de la soirée de la deuxième édition des Kamba's Awards, certains spectateurs n'ayant pas encore vu le film s'interrogeaient sur sa capacité à remporter autant de prix. « Je comprends très bien leurs appréhensions et loin d'étendre de vains discours, j'invite simplement le public à venir voir et juger par lui-même la qualité de Grave erreur 2. Le film sera soumis à l'œil critique des cinéastes et du public. Pour moi, ce sera une



belle occasion d'acquiescer davantage des conseils pouvant me

servir lors de mes prochaines réalisations », a-t-il déclaré.

Outre sa casquette de producteur, réalisateur et scénariste avéré, Richi Mbebele est également un bon acteur tel qu'il l'a notamment prouvé dans « Grave erreur », en incarnant le personnage de Fred. Tout comme dans le premier volet, le casting de la suite du film fait apparaître des acteurs aussi talentueux que prometteurs : Michael Thamsy, Richi Mbebele, Amanda Baye, Georges Mboussi, Imelda Maboueki, Molière Bounda, Selma Mayala, Nordan Tello, Teddy Benzo. Depuis son immersion dans la sphère cinématographique, il y a plus de

10 ans, Richi Mbebele ne cesse de surprendre et d'émerveiller les passionnés de cet art par ses scénarios originaux et éducatifs. À chaque production, l'envie d'atteindre la perfection anime le cinéaste, qui se décrit comme un monstre du travail bien fait. Conscient que le chemin menant vers la gloire nécessite beaucoup de sacrifices et de persévérance, Richi Mbebele ne ménage aucun effort pour satisfaire le grand public. A son actif, le réalisateur compte déjà quatre films, courts et longs-métrages confondus : Subtile manipulation, Positif, Grave erreur et Grave erreur 2.

Merveille Atipo

INTERVIEW

Merveil Ndockyt: «J'ai mon pays et mon équipe nationale dans le sang et dans le cœur»

Sur le trajet d'Istra, où son équipe jouera mercredi soir, Merveil Ndockyt fait le point sur la position de son club et sur sa saison. Le milieu offensif international lance aussi un cri du cœur aux Diables rouges, dont il est écarté depuis son absence pour le match amical à Bangkok en octobre 2019.

Les Dépêches de Brazzaville(L.D.B) : Merveil, tu réponds à cette interview depuis le car qui emmène ton équipe à Istra pour le compte de la 25e journée de championnat mercredi : un match à enjeu pour revenir au contact des places européennes...

Merveil Ndockyt(M.N) : Oui, il faut qu'on aille chercher les trois points pour remonter au classement. Nous venons de redescendre à la 5e place après notre match nul de samedi contre le Hajduk Split. Notre objectif est clair : prendre la deuxième place, synonyme de qualification au deuxième tour des préliminaires de la Ligue des champions.



L.D.B : Avec une seule victoire (ndlr : pour 1 défaite et 3 nuls) depuis le retour de la trêve hivernale, le NK Osijek est dans le dur. Comment l'expliques-tu ?

M.N : Nous ne sommes pas dans une bonne passe, on peine à s'exprimer collectivement. Nous en avons conscience et essayons d'y remédier à l'entraînement. Mais seuls les résultats positifs valideront notre travail. On a perdu des points à domicile, il faudra aller les récupérer à l'extérieur, dès demain à Istra, et surtout d'enchaîner une belle série. Une chose est sûre : le temps presse.

L.D.B : Ce championnat croate n'est pas très médiatisé, et de fait, peu connu. A quel niveau le situes-tu ?

M.N : C'est un niveau intéressant, le rythme y est intense, le niveau technique aussi, les équipes sont physiquement bien

consignes qu'il te donne ?

M.N : Il me demande de jouer sur les côtés pour faire des différences, créer des brèches : j'ai plus de difficultés sur le côté droit, mais je ne me plains pas, car je sais que le coach a besoin de moi à ce poste. Même si je préférerais évoluer à mon poste préférentiel, dans l'axe.

L.D.B : Dans quelques semaines se profilent les matches des Diables rouges face à Eswatini. Après ton absence à Bangkok, le sélectionneur ne t'a pas appelé l'automne dernier. Depuis, ta situation a-t-elle évolué ?

M.N : Je ne sais pas quelle décision sera prise me concernant par le sélectionneur et les instances. Mais je veux profiter de cet entretien pour rappeler mon attachement indéfectible à la sélection nationale. J'ai mon pays et mon équipe nationale dans le sang et dans le cœur et quand on fera appel à moi, je viendrais avec fierté et bonheur.

L.D.B : Quand tu vois l'émergence d'une génération de copains que tu as fréquentés en équipes de jeunes, comme Ganvoula, Andzouana, Tsouka Dozi, ça donne envie d'en être ?

M.N : Le sélectionneur fera ses choix et je ne peux que les respecter. Mais c'est vrai que j'aimerais les retrouver : on s'apprécie hors et sur les terrains, on s'appelle souvent. Nous avons envie de prendre du plaisir ensemble et surtout d'en offrir au public congolais.

Propos recueillis par Camille Delourme

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

Mouad Hajji rend son tablier

Le secrétaire général de la Confédération africaine de football (CAF), le Marocain Mouad Hajji, a démissionné le 2 mars.

A moins d'une année de fonction, puisqu'il n'occupait ce poste que depuis avril dernier, l'homme vient de jeter l'éponge. « Je tiens à remercier chaleureusement le président Ahmad Ahmad de m'avoir donné l'opportunité de servir le football de notre continent à un tel niveau de responsabilités. Les nombreuses réformes entamées sur les plans sportif et administratif depuis 2017 poursuivent un projet auquel je crois, et que je soutiens toujours. Je ne doute pas que le président continue d'œuvrer au bon développement du plus beau sport qui soit », a déclaré Mouad Hajji.



Selon lui, c'est pour des raisons personnelles qu'il rend son tablier afin de regagner vite son pays, le Maroc.

Mouad Hajji a succédé en avril 2019 à l'Égyptien Amr Fahmy, décédé des suites d'une longue maladie. Il est le troisième secrétaire de la CAF en trois ans depuis l'élection d'Ahmad Ahmad à la tête de cette institution continentale en charge de la gestion du football.

Notons qu'une réunion du comité d'urgence devra se tenir pour nommer un nouveau secrétaire général.

Rude Ngoma

GYMNASTIQUE

Les Congolais préparent les compétitions continentales

Depuis le 26 février dernier, dix Diables rouges toutes catégories et versions confondues affûtent leurs armes afin de participer au quinzième championnat d'Afrique de rythmique et aérobic prévu du 12 au 16 mars en Egypte.

En présence d'Armel Kouloumbou, sélectionneur des Diables rouges, les athlètes congolais se donnent corps et âme pour se mettre à jour, au gymnase Maxime-Mantsima.

Ce n'est qu'en restant dynamiques et performants qu'ils pourront faire des exploits, car l'objectif principal de l'équipe congolaise est la sauvegarde de son titre de champion d'Afrique, 2018.

« Nous nous préparons efficacement pour le championnat d'Afrique de gymnastique. Nous avons deux compétitions au cours de cette année, la première aura lieu en ce mois de mars puis la seconde en avril, en Afrique du Sud. Pendant ces entraînements, il s'agit de procéder aux derniers réglages afin d'aller affronter les autres pays du continent. La gymnastique est une discipline sensible, ce qui nécessite le respect des détails techniques tout en faisant attention aux erreurs », a indiqué le sélectionneur congolais.

Ces athlètes sont invités à produire de très bons résultats lors de ces compétitions internationales afin de rendre hommage à l'ancien président qui, lors du récent conseil fédéral, voulait que le Congo occupe le podium.

R.Ng.